

DIALOGUE STRUCTURE SUR LE FINANCEMENT

**Financement du Programme
conjoint des Nations Unies sur le
VIH/sida**



15 novembre 2021 | Genève, Suisse
Date de publication : 9/11/2021

Sommaire

Résumé analytique	2
I. Introduction.....	5
II. Dialogue structuré sur le financement de l'ONUSIDA	6
A. Contexte	6
B. Perspectives.....	7
C. Précédents dialogues sur le financement	7
III. Financement de l'ONUSIDA	8
A. Architecture du financement de l'ONUSIDA	8
B. Allocation des ressources	10
IV. Financement de base.....	11
A. Principaux contributeurs à l'ONUSIDA	13
V. Fonds hors budget de base	15
A. Situation générale et contributeurs	15
B. Fonds de financement commun des Nations Unies	15
C. Secteur privé	16
VI. Partenariats stratégiques pour la mobilisation des ressources	17
VII. Considérations stratégiques et orientations futures.....	18
A. ONUSIDA : se recentrer pour 2022-2026	18
B. Transparence, responsabilité et évaluation	21
C. Gestion des risques	22
VIII. Conclusion.....	23
ANNEXE :	24
Annexe 1. Accord de financement des Nations Unies.....	24
Annexe 2. Procédure d'examen quadriennal complet	25
Annexe 3. Documents clés	25

Résumé analytique

L'effort mondial déployé pour mettre fin au sida d'ici à 2030 se trouve face à un moment de vérité. Bien qu'un nombre croissant de pays aient démontré qu'il était possible de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique, la riposte mondiale au sida est en perte de vitesse, ce qui a ralenti la diminution du nombre de personnes infectées par le VIH et décédées de causes liées au sida. En 2020, 1,5 million de personnes ont contracté le VIH et une personne vivant avec le VIH est décédée de causes liées au sida chaque minute. Dans de nombreux pays, le nombre de personnes nouvellement infectées par le VIH est en augmentation. Sans une correction immédiate du cap et un nouvel élan insufflé à la riposte au Sida, les espoirs d'atteindre l'objectif de 2030 sont voués à s'évanouir sous peu.

Une nouvelle stratégie mondiale de lutte contre le sida et des objectifs et des engagements ambitieux inscrits dans la Déclaration politique de 2021 sur le VIH et le sida fournissent une feuille de route claire et fondée sur des données probantes pour combler les principales lacunes de la riposte, mettre fin aux inégalités liées au VIH et accélérer les progrès pour atteindre la cible fixée pour 2030. Le moment est venu pour la communauté mondiale d'agir de manière solidaire pour honorer ses engagements visant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique et à prévenir une résurgence potentielle de l'épidémie.

ONUSIDA : un investissement stratégique pour un monde juste et sain

Force catalytique mondiale de premier plan, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) tire parti des forces combinées du système des Nations Unies pour galvaniser une action urgente et un engagement politique visant à mettre fin au sida d'ici à 2030 dans le cadre des objectifs de développement durable. Avec son modèle unique de gouvernance et de partenariat, qui réunit l'expertise de ses 11 Coparrainants des Nations Unies, l'ONUSIDA a toujours été à l'avant-garde de la réforme de l'Organisation des Nations Unies. L'ONUSIDA est une organisation centrée sur les personnes et guidée par les données, fortement axée sur les résultats.

L'ONUSIDA :

- propose un leadership, une vision stratégique et un plaidoyer politique de haut niveau ;
- insuffle un élan là où il est le plus nécessaire – y compris pour une action audacieuse en faveur des droits humains, de l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination, de l'éradication du sida chez les enfants et du renforcement de l'accent mis sur la prévention du VIH et les catalyseurs sociétaux ;
- galvanise les efforts de divers acteurs, notamment le système des Nations Unies, la société civile et les gouvernements ;
- renforce les capacités des pays et des communautés, notamment en consolidant le leadership inclusif des pays pour des réponses durables ;
- mobilise des financements essentiels pour la riposte et augmente l'efficacité des dépenses liées au VIH ;
- stimule l'utilisation stratégique des données pour accélérer les progrès de la réponse.

L'ONUSIDA coordonne le travail de diverses parties prenantes, notamment dans les 96 pays où des équipes conjointes des Nations Unies dédiées au sida apportent des contributions stratégiques conjointes aux ripostes nationales au sida. Pendant la pandémie de COVID-19, les efforts de l'ONUSIDA ont été particulièrement vitaux et ont démontré la pertinence de l'ONUSIDA en tant que pionnier de la préparation et de la riposte à la pandémie.

L'ONUSIDA harmonise stratégiquement ses opérations pour réaliser le programme ambitieux défini dans la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et la Déclaration politique de 2021. En appliquant une optique de lutte contre les inégalités à tous ses travaux, l'ONUSIDA entend :

- Optimiser l'accès équitable aux services.
- Éliminer les obstacles en vue d'accélérer les progrès de la riposte.
- Intégrer pleinement et efficacement le VIH dans des systèmes robustes et durables pour la santé, la protection sociale, les urgences humanitaires et les ripostes aux pandémies.

La Division du travail de l'ONUSIDA a été stratégiquement alignée sur la Stratégie mondiale de lutte contre le sida afin de tirer pleinement parti de l'expertise et des avantages comparatifs de l'ONUSIDA en vue de garantir que les pays reçoivent le soutien dont ils ont besoin. Un réalignement stratégique du Secrétariat sera mis en œuvre en 2022 afin de garantir que les ressources humaines et financières sont allouées de manière à optimiser leur impact et à permettre à l'ONUSIDA de livrer les 10 produits généraux et les trois résultats stratégiques décrits dans le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) 2022 - 2026. Dans l'ensemble, ces mesures visent à faire en sorte que l'ONUSIDA soit à la hauteur de ses objectifs à ce moment critique de l'histoire de la riposte mondiale au sida.

L'importance d'un soutien de base suffisant et prévisible pour l'ONUSIDA

L'intérêt d'investir dans l'ONUSIDA est évident. Bien que l'ONUSIDA apporte des contributions uniques et essentielles à la riposte au sida, son financement représente moins de 1 % de tous les financements disponibles pour les activités de lutte contre le VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Cependant, depuis 2014, l'ONUSIDA a connu des insuffisances dans le financement du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités. En 2020, 194,1 millions de dollars des États-Unis ont été mobilisés et mis à disposition pour le budget annuel de l'UBRAF de 242 millions de dollars, ce qui représente 80,2 % de l'objectif de mobilisation des ressources du Secrétariat. Alors que le financement de base de l'UBRAF a diminué depuis 2014, la disponibilité de financements annexes provenant en grande partie du gouvernement des États-Unis d'Amérique a augmenté, fluctuant considérablement d'une année à l'autre.

La suffisance et la stabilité du financement de base sont essentielles pour assurer une planification saine, stratégique et tournée vers l'avenir. Bien qu'une augmentation du financement hors budget de base ait permis à l'ONUSIDA de poursuivre son travail dans des contextes épidémiques et nationaux spécifiques, ce financement hors budget de base est intrinsèquement imprévisible, fréquemment affecté à des activités spécifiques et souvent dédié au soutien d'organisations partenaires spécifiques. Le financement hors budget de base, bien que précieux pour la riposte, ne remplace pas un financement de base prévisible et durable.

En réponse au manque de financement, l'ONUSIDA a pris des mesures pour faire plus avec moins. Un modèle opérationnel affiné a été mis en œuvre, dans le but de déployer les ressources humaines et financières là où elles sont le plus nécessaires, de redynamiser le travail au niveau des pays et de contribuer à la cohérence et à l'efficacité à l'échelle du système des Nations Unies. L'ONUSIDA s'appuie sur les données factuelles disponibles et sur les principes d'optimisation de l'impact pour répartir les ressources entre les Coparrainants et le Secrétariat. Néanmoins, les efforts d'amélioration de l'efficacité sont limités. L'insuffisance du financement de base a inévitablement restreint la capacité de l'ONUSIDA à relever d'innombrables défis et opportunités posés par l'épidémie du sida.

Un dialogue stratégique sur le financement : financer intégralement le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités

Le dialogue sur le financement stratégique de 2021 offre aux donateurs l'occasion de réfléchir ensemble au rôle de l'ONUSIDA et de renouveler leur soutien aux efforts visant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique. L'UBRAF 2022-2026, approuvé par le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA, prévoit un financement de base annuel pour l'ONUSIDA de 210 millions de dollars des États-Unis. Cette augmentation du financement de base de l'ONUSIDA

par rapport aux niveaux actuels de financement de base reflète l'augmentation du financement global de la lutte contre le sida demandée dans la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, compte tenu de la nécessité de remettre la riposte au sida sur les rails et de remédier aux inégalités et aux lacunes persistantes observées dans la riposte.

L'ONUSIDA élabore un plan de mobilisation des ressources actualisé afin d'optimiser sa capacité à mobiliser un financement de base suffisant et prévisible pour l'UBRAF. Le personnel du Secrétariat chargé de la mobilisation des ressources travaillera au sein du département des relations extérieures de l'organisation, en optimisant la communication, la coordination et la collaboration avec les donateurs et avec les équipes de mobilisation des ressources des Coparrainants. Des efforts spécifiques se concentreront sur le maintien et le renforcement des principaux donateurs existants, la recherche de nouveaux donateurs et une meilleure attraction des ressources provenant de sources sous-utilisées, telles que le secteur privé. Les systèmes de transparence, de responsabilité et d'évaluation ont été renforcés, permettant aux donateurs de voir et d'avoir confiance dans les retours concrets sur leurs investissements dans l'ONUSIDA. L'ONUSIDA optimisera ses ressources en promouvant la mise en œuvre de plans et de programmes conjoints avec des priorités définies, en acheminant les ressources là où elles sont le plus nécessaires.

I. Introduction

1. Ce rapport a pour objet d'éclairer le dialogue structuré sur le financement du Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).
2. Le dialogue structuré sur le financement vise à :
3. Créer une dynamique autour des opportunités, des engagements mutuels et de la responsabilité de la nouvelle stratégie mondiale de lutte contre le sida et à mettre l'ONUSIDA en position de contribuer pleinement et efficacement à la mise en œuvre rapide de la stratégie.
4. Améliorer la compréhension du rôle vital et de la situation financière de l'ONUSIDA, y compris l'allocation des ressources, la définition des priorités et le coût de l'inaction ou d'un financement insuffisant, afin d'accroître la transparence et de renforcer la confiance et la responsabilité mutuelle.
5. Plaider en faveur d'un financement adéquat et prévisible mais flexible pour l'ONUSIDA, de préférence grâce à des accords pluriannuels pour le financement de base et hors budget de base.
6. L'ONUSIDA¹ joue un rôle stratégique central pour mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique et accélérer les progrès vers l'élimination des inégalités liées au VIH, en catalysant rapidement la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida. L'ONUSIDA collecte et rapporte des données essentielles pour la prise de décision liée au VIH ; renforce le leadership et l'engagement dans la riposte ; aide les pays et les communautés à identifier et à combattre les inégalités qui ralentissent les progrès sur la voie de l'éradication du sida ; renforce la capacité des pays et des communautés à répondre efficacement au VIH ; catalyse l'action pour lutter contre les facteurs sociaux et structurels qui augmentent la vulnérabilité au VIH et diminuent l'utilisation des services ; et mobilise des ressources et aide divers partenaires à optimiser l'efficacité, l'efficience et la durabilité des ripostes au VIH. L'ONUSIDA assume des fonctions essentielles avec un financement qui représente moins de 1 % du financement total des programmes de lutte contre le VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire.
7. L'ONUSIDA, en tant que seul programme conjoint du système des Nations Unies, est un modèle parfaitement reconnu, unissant dans un effort coordonné et cohérent les activités de 11 Coparrainants des Nations Unies² et le Secrétariat. L'impact de la collaboration de l'ONUSIDA est particulièrement évident dans les 96 pays où des équipes conjointes des Nations Unies sur le sida entreprennent des efforts stratégiques visant à soutenir le travail des gouvernements, des communautés et d'autres parties prenantes nationales. Grâce au leadership et à la coordination assurés par le Secrétariat, les Coparrainants jouent un rôle particulièrement essentiel dans le renforcement des capacités et la catalyse de l'action dans les nombreux secteurs dont les contributions sont vitales pour faire progresser l'objectif de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique.
8. L'ONUSIDA est un programme entièrement financé par des contributions volontaires, ce qui implique intrinsèquement un degré d'imprévisibilité des niveaux de financement, notamment en raison de l'évolution de la situation économique et de l'environnement mondial au sens large. Les

¹ Sauf indication contraire, le terme ONUSIDA fait référence au Programme commun de l'ONUSIDA. Le rapport indique lorsque les informations communiquées sont spécifiques au Secrétariat ou à un ou plusieurs Coparrainants.

² Les coparrainants sont le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, le FNUAP, l'ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale.

perturbations sanitaires et économiques mondiales causées par la pandémie de COVID-19 ont certainement affecté la capacité de l'ONUSIDA à mobiliser des ressources.

9. L'ONUSIDA avait un budget annuel approuvé pour 2020 et 2021 de 242 millions de dollars des États-Unis. Cela comprenait une allocation de base annuelle de 187 millions de dollars, qui inclut le financement du Secrétariat et des Coparrainants. En 2020, l'ONUSIDA a levé 191,4 millions de dollars en contributions de base, mais ne devrait lever que 165 millions de dollars des États-Unis en 2021.
10. Lors de sa session extraordinaire du 6 octobre 2021, le Conseil de coordination du programme a encouragé « les gouvernements donateurs à verser des contributions pluriannuelles et à débloquer dès que possible leurs contributions annuelles » en vue de financer intégralement le Cadre unifié du budget de base, des résultats et des responsabilités (UBRAF) 2022-2026 au niveau annuel de 210 millions de dollars des États-Unis pour 2022 et au-delà.
11. Ce rapport donne un aperçu de l'architecture de financement de l'ONUSIDA et une analyse des besoins de financement, de sa situation actuelle, des tendances et des perspectives de financement en tenant compte à la fois des ressources de base et des autres ressources. En outre, ce rapport plaide en faveur de l'importance de financer intégralement l'UBRAF en vue de remettre la riposte au VIH sur les rails et de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030.

II. Dialogue structuré sur le financement de l'ONUSIDA

A. Contexte

12. L'ONUSIDA entreprend ses efforts de mobilisation de ressources dans le cadre de l'accord de financement, formellement approuvé par le Conseil économique et social des Nations Unies en mai 2019 (A/74/73/Add.1 - E/2019/4/Add.1). L'annexe 1 donne des détails sur l'accord de financement et l'annexe 2 présente l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles.
13. En tant qu'élément important de l'alignement de l'ONUSIDA sur l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles, le présent dialogue structuré sur le financement est conforme à la résolution 71/243 de l'Assemblée générale des Nations Unies qui appelle à des dialogues sur le financement périodique dans le cadre du financement et de la collaboration à l'échelle du système des Nations Unies décrit dans l'accord de financement.
14. Le dialogue structuré sur le financement répond également à d'autres impératifs organisationnels importants pour l'ONUSIDA. Ces dernières années, les donateurs de l'ONUSIDA ont exigé une plus grande transparence sur la gestion et le financement de l'ONUSIDA ainsi que des rapports plus réguliers et améliorés sur les résultats et les responsabilités. Des dialogues réguliers sur le financement contribueront à renforcer la confiance des donateurs dans la valeur de leurs investissements dans l'ONUSIDA, ce qui peut à son tour aider l'ONUSIDA à améliorer la durabilité et la prévisibilité de son financement au moyen d'accords de financement pluriannuels. Des dialogues structurés réguliers sur le financement fournissent également une plate-forme pour mettre en évidence les actions entreprises par l'ONUSIDA en réponse aux problèmes soulevés par diverses évaluations.
15. L'objectif principal des dialogues structurés sur le financement des organismes des Nations Unies est que les donateurs, les partenaires et les parties prenantes assument l'entière responsabilité non seulement de décider des stratégies et des priorités du système des Nations Unies, mais

aussi de veiller à ce que les budgets soient entièrement financés. Pour l'ONUSIDA, un financement prévisible et durable est essentiel pour accélérer la dynamique en vue d'atteindre les résultats stratégiques, les cibles et les engagements décrits dans la Déclaration politique de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2021 et l'ambitieuse Stratégie mondiale de lutte contre le sida approuvée par le Conseil de Coordination du Programme.

B. Perspectives

16. Le calendrier du dialogue structuré sur le financement de 2021 intervient à un moment stratégique. En octobre 2021, le Conseil de Coordination du Programme a approuvé un nouvel UBRAF, avec un budget de base annuel proposé de 210 millions de dollars des États-Unis. Le nouvel UBRAF offre le cadre opérationnel à l'ONUSIDA afin d'optimiser ses contributions à la mise en œuvre complète et efficace de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida. L'UBRAF identifie 10 domaines de résultats et 10 résultats stratégiques (avec des résultats clairs assortis d'indicateurs pour l'ONUSIDA), explicitement liés à la Stratégie mondiale de lutte contre le sida qui catalysera l'action nécessaire pour mettre fin aux inégalités liées au VIH, combler les lacunes dans la riposte et contribuer à ce que la riposte mondiale soit en bonne voie pour mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030.
17. En raison de l'échec de la riposte mondiale à atteindre les objectifs d'accélération pour 2020, ainsi que de la persistance d'écart et d'inégalités clés, le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités appelle à une augmentation des ressources de base afin de soutenir les efforts de l'ONUSIDA visant à remettre la riposte sur la bonne voie.
18. L'augmentation nécessaire des ressources pour l'ONUSIDA reflète l'augmentation requise pour remettre la riposte mondiale au sida sur les rails. En mobilisant 29 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2025, le monde peut pleinement mettre en œuvre la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et avancer sur la voie de la réalisation de l'objectif de 2030. Bien que la réduction du financement de la riposte au VIH ait encouragé un discours axé sur l'inévitabilité de l'inadéquation des ressources, la réalité est qu'il existe de nombreuses ressources pouvant apporter le financement nécessaire à la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, puisque le prix annuel d'un programme de lutte contre le VIH entièrement financé représente une infime fraction des 8 300 milliards de dollars des États-Unis que le monde dépense chaque année pour la santé.

C. Précédents dialogues sur le financement

19. Ce n'est pas le premier dialogue sur le financement de l'ONUSIDA. En juin 2016, les parties prenantes de l'ONUSIDA ont organisé un dialogue sur le financement pour répondre au manque de financement de l'ONUSIDA. Bien que la Déclaration politique de 2016 ait fourni une feuille de route claire pour la mise en œuvre d'une riposte accélérée, l'ONUSIDA a relevé que le déclin de l'engagement politique et l'incertitude constituaient des obstacles à la réussite. Auparavant, en novembre 2014, un dialogue sur le financement de l'ONUSIDA s'était tenu en réponse à une demande de la 34^e réunion du Conseil de Coordination du Programme. Le dialogue sur le financement de 2014 était conforme à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies de décembre 2012 sur l'examen quadriennal complet des politiques (67/226), qui demandait à chaque organisation des Nations Unies de tenir un dialogue sur le financement avec ses partenaires, en mettant l'accent sur l'amélioration du financement global, en particulier des ressources de base ; d'améliorer la prévisibilité et la qualité des ressources et d'assurer le recouvrement intégral des coûts.

III. Financement de l'ONUSIDA

A. Architecture du financement de l'ONUSIDA

20. Le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) unit stratégiquement et met en synergie les efforts des Coparrainants et du Secrétariat dans un seul et même cadre, garantissant que l'impact de l'ONUSIDA est supérieur à la somme de ses parties. L'UBRAF fournit la base pour les investissements réalisés dans l'ONUSIDA, pour l'allocation des ressources au sein de l'ONUSIDA et pour assurer la transparence et la responsabilité des résultats. L'UBRAF reflète et répond à l'accent mis par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sur les coalitions créées pour répondre à des finalités spécifiques, sur la programmation conjointe, les équipes conjointes et l'attribution à des résultats collectifs.
21. Tout en soulignant et en tirant parti des principaux atouts de l'ONUSIDA, l'UBRAF concentre également le travail de l'ONUSIDA sur la résolution des problèmes émergents, sur le fait d'atteindre les personnes qui ont été laissées pour compte et de combler les lacunes persistantes observées dans la riposte.
22. Le Plan stratégique de mobilisation des ressources 2018-2021, élaboré par l'ONUSIDA avec une contribution importante de diverses parties prenantes, est l'outil clé pour guider la mobilisation des ressources de l'ONUSIDA. En outre, à la suite de l'élaboration de ce plan, un groupe de travail informel avec les Coparrainants sur la mobilisation des ressources a été reconstitué.
23. Le Plan stratégique de mobilisation des ressources repose sur trois piliers destinés à renforcer la mobilisation conjointe des ressources et une communication efficace (Figure 1). Après quatre ans de mise en œuvre de la stratégie, le premier pilier – le financement des donateurs gouvernementaux – est resté le plus important pour le financement de l'ONUSIDA. Des progrès ont également été réalisés dans l'établissement de relations avec des fondations philanthropiques et il y a eu de nouveaux partenariats avec le secteur privé, mais pas à l'échelle nécessaire pour apporter une contribution financière significative et adéquate.

Figure 1. Plan stratégique de mobilisation des ressources 2018-2021

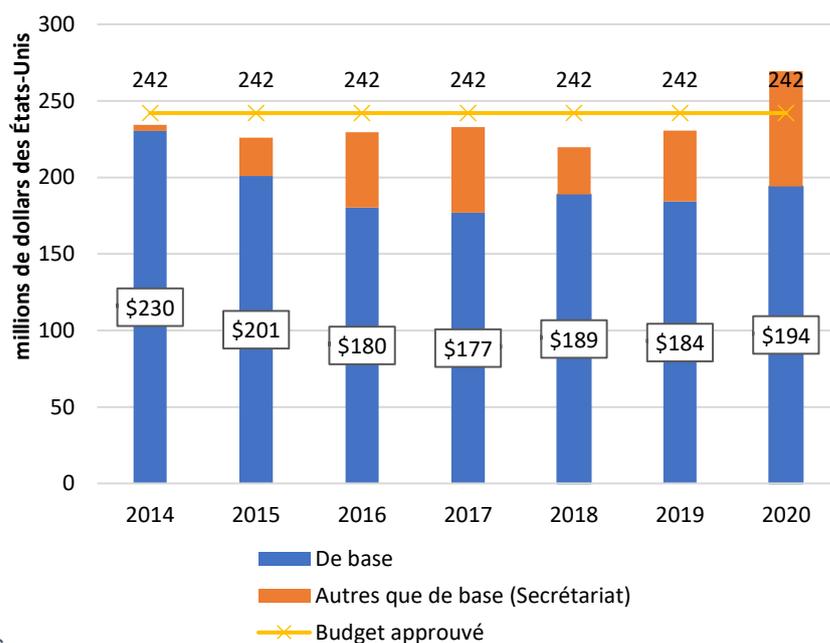


24. Les montants mobilisés à titre de financement de base pour la mise en œuvre du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités sont restés inférieurs à ceux budgétisés pour plusieurs exercices biennaux, ce qui a entraîné des déficits de financement et nécessité des efforts urgents de la part de l'ONUSIDA pour faire plus avec moins. Pour l'exercice biennal 2020-2021, le Conseil de Coordination du Programme, lors de sa 44^e réunion tenue en juin 2019, a approuvé un budget de 484 millions de dollars des États-Unis (soit 242 millions de dollars par an).
25. Conformément au modèle révisé de mobilisation et d'allocation des ressources, cela comprenait un budget de base annuel de 187 millions de dollars et une distribution de 140 millions de dollars

destinés à financer de manière adéquate le Secrétariat de l'ONUSIDA ; une allocation de 47 millions de dollars aux Coparrainants (22 millions de dollars, dont 2 millions de dollars à chaque Coparrainant alloués au niveau central et une allocation supplémentaire de 25 millions de dollars au niveau des pays sous la forme d'enveloppes nationales destinées à tirer parti d'une action conjointe dans les pays visés par la Stratégie d'accélération (Fast-Track) et à soutenir les populations les plus démunies dans d'autres pays). Le Conseil a également approuvé l'allocation annuelle de ressources supplémentaires sous forme de fonds supplémentaires d'un montant total de 55 millions de dollars des États-Unis (40 millions de dollars pour les Coparrainants et 15 millions de dollars pour le Secrétariat) afin de faire face aux contextes épidémiques et nationaux.

26. Bien que le nombre de personnes vivant avec le VIH ait augmenté et que le maintien de la dynamique de la riposte au sida soit devenu plus difficile, les montants budgétisés pour les fonctions essentielles de l'ONUSIDA sont restés stables depuis 2008-2009. Les montants réels mobilisés pour les activités de l'ONUSIDA demeurent relativement stables depuis 2014. L'augmentation observée en 2020 n'était due qu'à une contribution exceptionnelle de 20 millions d'euros de l'Allemagne, qui a permis d'éviter un déficit important. Comme indiqué ci-dessus, le financement de l'ONUSIDA est toujours resté inférieur aux montants budgétisés depuis 2014, ce qui a donné lieu à des choix organisationnels difficiles.

Figure 2. Revenus de l'ONUSIDA, 2014-2020 (ressources de base et autres que de base) en dollars des États-



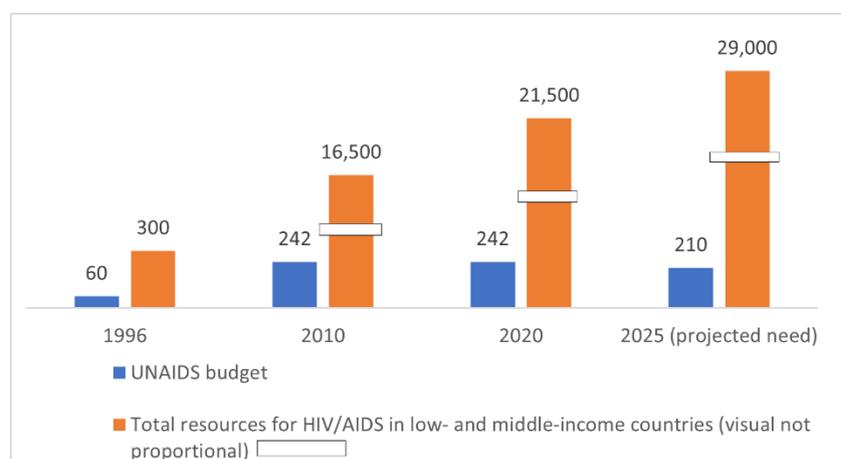
Unis

27. Malgré une relative stabilité globale du financement, les flux de financement qui représentent collectivement les revenus totaux de l'ONUSIDA ont considérablement évolué depuis 2014. Le financement de base de l'ONUSIDA a notamment fluctué d'une année sur l'autre entre 2014 et 2020, le financement de base global ayant diminué de 43 millions de dollars depuis 2014, passant de 230 millions de dollars à 197 millions de dollars en 2020. La baisse du financement de base, combinée aux incertitudes concernant le financement de base annuel, a considérablement entravé les efforts de l'ONUSIDA déployés pour planifier et poursuivre son travail.
28. Alors que le financement de base a diminué, le financement hors budget de base mobilisé par le Secrétariat a augmenté, passant de 40 millions de dollars en 2014 à 75 millions de dollars des États-Unis en 2020. Une partie de cette augmentation est due au fait que les donateurs

demandent à l'ONUSIDA de gérer et de rendre compte des financements destinés aux organisations partenaires. Bien que la disponibilité de financements annexes ait permis à l'ONUSIDA de poursuivre son travail dans des contextes épidémiques et nationaux spécifiques, le total des financements annexes a fluctué d'année en année, ce qui complique encore la planification par l'ONUSIDA.

29. Représentant moins de 1 % du financement mondial total des ripostes au VIH mises en œuvre dans les pays à revenu faible et intermédiaire, l'ONUSIDA tire efficacement parti de son financement pour mobiliser des ressources nettement plus importantes pour la riposte au sida plus large - à la fois des investissements des donateurs et du financement national. La diminution du financement de l'ONUSIDA depuis 2008-2009 est associée à une baisse de l'aide internationale globale en matière de VIH, qui est passée de 9,1 milliards de dollars en 2008-2009 à 8,5 milliards de dollars en 2019-2020.

Figure 3. Ressources mobilisées par l'ONUSIDA pour la riposte au sida dans les pays à revenu faible et intermédiaire (millions de dollars des États-Unis)



UNAIDS budget	Budget de l'ONUSIDA
Total resources for HIV/AIDS in low- and middle-income countries (visual not proportional)	Ressources totales pour la lutte contre le VIH/sida dans les pays à revenu faible et intermédiaire (visuel non proportionnel)
2025 (projected need)	2025 (besoins prévisionnels)

B. Allocation des ressources

30. Une approche fondée sur des principes et des données probantes est utilisée pour allouer des ressources au sein de l'ONUSIDA, dans le but de catalyser les actions prioritaires stratégiques pour combler les lacunes urgentes et persistantes dans la riposte au VIH. L'allocation des ressources au sein de l'ONUSIDA s'appuie sur une répartition des tâches parfaitement alignée sur les priorités stratégiques et les domaines de résultats de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida. Les allocations entre les Coparrainants et le Secrétariat et au sein de chaque entité reposent sur les priorités épidémiques, les contributions claires aux résultats et les avantages comparatifs de chaque entité.
31. L'approche de l'ONUSIDA en matière d'allocation des ressources vise à faire progresser les trois priorités primordiales du modèle opérationnel affiné de l'ONUSIDA, approuvé par le Conseil de Coordination du Programme en 2017 :

- Déployer les ressources humaines et financières là où elles sont le plus nécessaires.
 - Redynamiser le travail conjoint et l'action collaborative au niveau des pays.
 - Renforcer la responsabilisation et améliorer les résultats au profit des individus.
32. En 2022-2026, la définition des priorités pour les ressources au sein de l'ONUSIDA est guidée et éclairée par les principes suivants :
- Privilégier et encourager le travail collaboratif commun pour favoriser une meilleure intégration.
 - Donner la priorité aux interventions fondées sur des données probantes.
 - Agir de manière catalytique afin de mobiliser d'autres financements provenant de diverses sources.
 - Se concentrer sur la promotion et le soutien des innovations et encourager les solutions catalytiques, y compris en prenant certains risques.
 - Relier clairement le travail à des actions assorties de résultats convenus et mesurables et une programmation solide.
 - Réduire les coûts de transaction, y compris la fragmentation (en termes d'orientation programmatique et de gestion des fonds) et assurer une synergie plus efficace avec les autres parties prenantes.
 - Lier les ressources à une solide responsabilisation, y compris des rapports opportuns et de qualité.
 - Indiquer clairement comment les ressources contribuent, de manière significative et concrète, au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux objectifs de développement durable et aux rapports de qualité associés.
 - Aligner au moins 75 % des fonds sur les plans conjoints des Nations Unies pour les cadres de coopération nationaux des Nations Unies pour le développement durable.
 - Optimiser la prise de décision déléguée.
33. L'allocation globale entre les Coparrainants et le Secrétariat dans le cadre de l'UBRAF 2022-2026 restera dans la même fourchette qu'en 2016-2021, tout en respectant le mandat du modèle opérationnel affiné pour garantir des ressources adéquates pour protéger le financement de base du Secrétariat. Étant donné que les progrès dans les pays sont urgents, l'ONUSIDA cherchera à augmenter les allocations pour ses travaux au niveau des pays par rapport au travail effectué au niveau mondial. Les enveloppes pays allouées aux actions des Coparrainants pour des résultats spécifiques seront attribuées sur la base de la soumission de plans conjoints des Nations Unies de qualité sur le VIH, donnant la priorité à l'innovation, s'attaquant aux inégalités majeures et aux lacunes des réponses nationales et conduisant à un changement mesurable, aligné sur le cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable par des équipes conjointes des Nations Unies sur le VIH.

IV. Financement de base

34. Le financement de base est un soutien général flexible. Pour l'ONUSIDA, le financement de base n'est pas simplement destiné à perpétuer une institution permanente, mais plutôt à soutenir le travail de collaboration des 11 Coparrainants et du Secrétariat. Un financement prévisible pour les fonctions essentielles permet aux organisations de planifier et de mettre en œuvre efficacement leurs programmes. Comme l'a documenté le Corps commun d'inspection des Nations Unies, les contributions spécifiques au système des Nations Unies et à d'autres entités multilatérales ont considérablement augmenté, car les donateurs exigent une plus grande visibilité, responsabilité et transparence et cherchent à satisfaire les demandes de leurs propres parlements et contribuables. Bien que fondées sur des motivations compréhensibles, les contributions autres que les contributions de base indiquées posent des défis majeurs pour la

planification organisationnelle à long terme, la durabilité et l'établissement de priorités pour les efforts déployés. Si le financement est incertain, les mandats organisationnels peuvent devenir fragmentés, les priorités des donateurs prenant parfois le pas sur les priorités organisationnelles.

35. L'ONUSIDA a eu la grande chance de bénéficier du soutien de plusieurs donateurs qui ont apporté un financement permettant d'appuyer les fonctions essentielles du Secrétariat de l'ONUSIDA et d'assurer un financement catalytique pour les Coparrainants. Certains donateurs de l'ONUSIDA fournissent un financement par l'intermédiaire d'accords pluriannuels, ce qui améliore la prévisibilité du financement et favorise une planification organisationnelle rationnelle.
36. Un financement de base prévisible permet au Secrétariat de conduire le programme mondial de lutte contre le sida et de mobiliser un engagement politique et des ressources pour la riposte au sida. Les principaux rôles et fonctions du Secrétariat englobent les atouts reconnus de l'ONUSIDA : leadership, plaidoyer, partenariats, pouvoir de mobilisation, informations stratégiques, y compris le suivi mondial des progrès, mobilisation communautaire, coordination des Nations Unies, y compris par l'intermédiaire d'équipes conjointes des Nations Unies sur le VIH pour la mise en œuvre dans les pays, et gouvernance inclusive et responsabilité mutuelle.
37. L'ONUSIDA assure un leadership continu de la riposte au VIH en s'engageant de manière stratégique et régulière au côté des principaux dirigeants et parties prenantes, notamment les chefs d'État et de gouvernement, pour soutenir l'engagement politique et l'action contre le VIH. En 2020, l'engagement politique en faveur de la lutte contre le VIH a été soutenu par le plaidoyer et les contributions importantes de l'ONUSIDA à l'Assemblée générale des Nations Unies, au Sommet mondial de la santé, à la 10e Conférence internationale francophone sur le VIH, l'hépatite et la santé sexuelle (AFRAVIH 2020), à la Conférence VIH2020, à la 23e Conférence internationale sur le sida et à la Conférence interconfessionnelle sur le VIH 2020.
38. En tant que dépositaire mondial de données sur le VIH, l'ONUSIDA héberge la collecte de données la plus complète et la plus désagrégée disponible sur l'épidémie de VIH et la riposte au sida. Le Secrétariat, en coordination avec les Coparrainants et d'autres parties prenantes clés, soutient les pays, synthétise les données, renforce les capacités d'analyse dans les pays et les communautés et promeut activement l'utilisation des données clés sur l'épidémie et la riposte pour suivre et évaluer les progrès sur la voie de l'éradication de l'épidémie de sida d'ici à 2030.
39. L'ONUSIDA plaide aux niveaux mondial, régional et national pour la promotion et la protection des droits humains liés au VIH nécessaires pour soutenir les approches fondées sur le VIH/sida et les droits humains. La Journée mondiale du sida, la Journée internationale de la femme et la Journée zéro discrimination sont utilisées pour disséminer des messages clés sur l'importance de l'absence de discrimination à l'égard des femmes et des filles et d'autres communautés vulnérables ou marginalisées confrontées aux inégalités et pour appeler à mettre fin à la discrimination, à la stigmatisation et à la criminalisation.
40. L'ONUSIDA est un partenaire clé dans la planification stratégique du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et du Plan d'urgence du Président des États-Unis d'Amérique pour la lutte contre le sida (PEPFAR) pour les investissements à tous les niveaux et le soutien à leur mise en œuvre efficace dans les pays. En 2020, le leadership et la coordination du Secrétariat avec les Coparrainants ont permis d'assurer l'engagement du Fonds mondial et du PEPFAR afin de mettre en adéquation les actions fondées sur des données probantes et les ressources en vue d'un impact renforcé dans les pays et d'optimiser ces partenariats pour assurer une distribution équitable des biens publics mondiaux essentiels pour mettre fin au sida.

Le Secrétariat a coordonné la contribution stratégique de l'ONUSIDA lors du développement du Fonds mondial pour l'après 2022.

41. L'ONUSIDA fournit des conseils et plaide au niveau mondial pour la reconstitution du Fonds mondial, mais l'argent du Fonds mondial finance principalement les lacunes des pays dans leurs

ripostes nationales au VIH et n'est pas utilisé pour couvrir le financement de base des Nations Unies ou d'autres organisations internationales. Plusieurs donateurs du Fonds mondial retiennent 5 % de leurs contributions pour financer le soutien technique aux pays mettant en œuvre des subventions du Fonds mondial, et au moins deux ont choisi de canaliser certains de ces fonds par l'intermédiaire de l'ONUSIDA, avec des résultats positifs. L'ONUSIDA a apporté un soutien essentiel à plus de 85 % des pays qui ont soumis des demandes de financement pour lutter contre le VIH d'une valeur de plus de 5 milliards de dollars des États-Unis, ce qui a donné lieu à des demandes davantage éclairées par des données probantes et à une meilleure définition des priorités, avec des augmentations des financements alloués aux nouvelles interventions préventives contre le VIH et à la promotion des droits humains et des ripostes au VIH fondées sur le genre.

42. Le Secrétariat assure la coordination efficace globale de l'ONUSIDA aux niveaux mondial, régional et national, notamment un travail conjoint avec les Coparrainants afin d'aider les parties prenantes nationales telles que les gouvernements, la société civile et les communautés et d'autres partenaires à identifier et combler les lacunes, en particulier les personnes laissées pour compte, et à mettre en œuvre des solutions pour accélérer davantage les progrès en matière d'accès inclusif aux services liés au VIH, améliorer l'environnement favorable, mobiliser et orienter les ressources pour une riposte au VIH plus efficace et plus durable dans le cadre des objectifs de développement durable.
43. Les contributions des Coparrainants jouent un rôle essentiel dans la prise en considération de la nature multisectorielle et multidimensionnelle de la riposte au VIH et dans la réduction des inégalités intersectionnelles qui augmentent la vulnérabilité au VIH. Les Coparrainants fournissent des orientations normatives, un plaidoyer, un soutien technique et d'autres contributions pour traiter des questions telles que la protection sociale, l'environnement juridique et politique, les droits humains, les urgences humanitaires, la manière dont le VIH affecte le monde du travail, les problèmes particuliers des femmes et des adolescentes, les jeunes, les populations clés, les enfants et le VIH, l'intégration du VIH dans les systèmes de santé plus larges et le financement durable de la riposte au VIH.
44. Pendant la pandémie de COVID-19, le Secrétariat et les Coparrainants ont collaboré pour catalyser l'innovation afin de préserver et de renforcer les services liés au VIH, qui ont été mis à l'épreuve par les mesures de confinement, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, le renforcement des pressions sur les systèmes de santé fragiles, une protection sociale inadéquate, une augmentation de la stigmatisation, la discrimination et la violence sexiste et la réaffectation de ressources limitées pour répondre aux priorités émergentes en matière de santé. Face à ces défis, l'ONUSIDA a efficacement plaidé en faveur de mesures visant à maintenir l'accès aux services liés au VIH, a intensifié l'engagement communautaire, mobilisé des fonds supplémentaires pour soutenir les efforts catalytiques de l'ONUSIDA et a appuyé les efforts du système des Nations Unies, des gouvernements, des donateurs, des organisations de la société civile et des communautés dans le renforcement des réponses liées à la COVID-19.

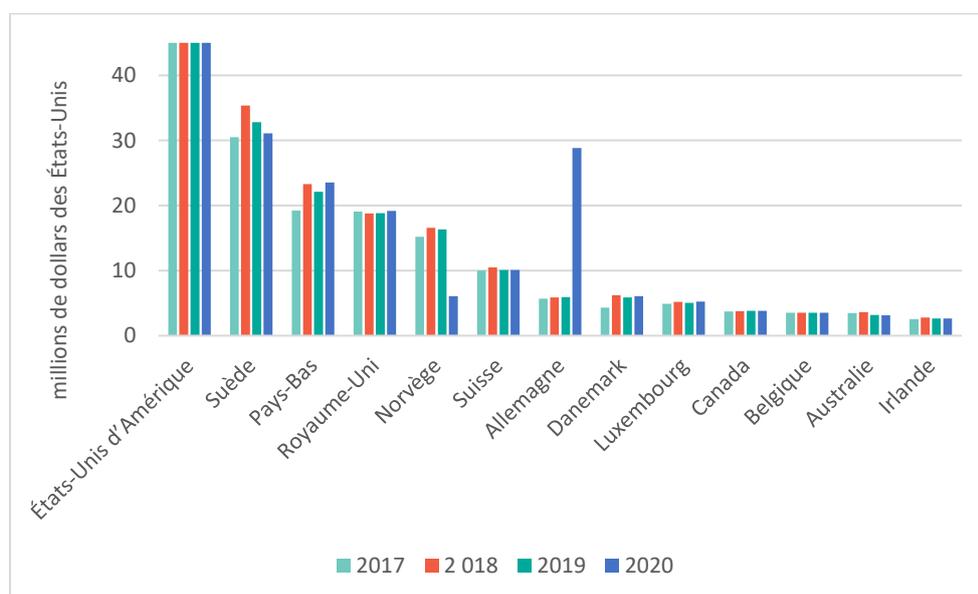
A. Principaux contributeurs à l'ONUSIDA

45. Le Secrétariat est principalement responsable de la mobilisation des ressources pour le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités, bien que certaines unités de travail des Coparrainants aient développé des relations de financement thématiques institutionnelles qu'elles gèrent directement. Les fonds hors budget de base levés par les Coparrainants sont pour la plupart affectés à des fins spécifiques et ne remplacent donc pas de manière significative les fonds de base plus flexibles.
46. Depuis sa création, l'ONUSIDA a bénéficié d'un noyau de donateurs constants, bien que cela ait commencé à changer quelque peu en 2014, lorsque la riposte au sida semblait être sur la bonne

voie, ce qui a conduit à accorder une priorité moindre au sida en tant que pilier central de l'aide publique au développement, et lorsque la crise migratoire en Europe a amené certains donateurs européens à détourner les fonds des dons liés au VIH. En outre, de nombreux donateurs, à l'exception des États-Unis d'Amérique, ont pris des mesures pour repositionner le VIH dans le cadre plus large de la santé sexuelle et reproductives et des droits connexes.

47. Au sein du Secrétariat, une petite équipe gère la mobilisation des ressources pour l'ONUSIDA, en se concentrant en particulier sur les gouvernements donateurs qui ont collectivement contribué à hauteur de 99,9 % de toutes les ressources en 2020, notamment les six donateurs responsables de 81 % du financement global de l'ONUSIDA. Onze gouvernements donateurs ont versé moins de 1 million de dollars à l'ONUSIDA, et plusieurs des gouvernements donateurs les plus généreux n'ont fait aucune contribution à l'ONUSIDA en 2019. Cependant, le modèle de financement de l'ONUSIDA, avec sa base de donateurs concentrée, est commun à un certain nombre d'organisations internationales de niveau de revenu comparables axées sur la santé.
48. La diversification de la base de donateurs de l'ONUSIDA est une priorité institutionnelle essentielle. L'équipe chargée de la mobilisation des ressources du Secrétariat a entrepris une série d'initiatives pour accroître et diversifier les financements provenant de sources supplémentaires, telles que les gouvernements donateurs émergents, les dons d'entreprises, les fondations et les particuliers. Cependant, la dynamique en faveur de la diversification de la base de donateurs de l'ONUSIDA a rencontré des défis majeurs en 2017-2019, car l'Organisation a fait l'objet d'une couverture médiatique négative continue. De nouvelles relations de financement ont été établies avec plusieurs fondations et fonds, mais l'élargissement de ces nouvelles relations n'en est qu'à ses débuts.

Figure 4. Les 13 principaux donateurs, 2017-2020, en millions de dollars des États-Unis



49. Conformément aux pratiques recommandées en matière de mobilisation des ressources et à l'historique du financement de l'ONUSIDA, l'ONUSIDA vise à augmenter ses revenus globaux principalement grâce à une augmentation progressive du financement de base de ses donateurs existants. L'ONUSIDA s'efforcera également d'encourager de nouveaux donateurs gouvernementaux à rejoindre son portefeuille de donateurs existant. L'adaptation de son approche de développement commercial visant à diversifier sa base de donateurs aidera l'ONUSIDA à naviguer dans un environnement d'aide incertain et imprévisible et à faire face à la perte ou la réduction de la contribution d'un seul donateur.

V. Fonds hors budget de base

A. Situation générale et contributeurs

50. Les fonds hors budget de base sont des contributions mobilisées aux niveaux mondial, régional et national. En outre, une partie de l'augmentation des financements hors budget de base résulte du fait que les donateurs demandent à l'ONUSIDA de gérer et de rendre compte des financements destinés aux organisations partenaires extérieures. Les fonds hors budget de base sont généralement affectés à des activités ou à des projets spécifiques. De 2014 à 2020, la proportion des fonds hors budget de base levés par le Secrétariat dans le total des revenus de l'ONUSIDA est passée de 1,7 % à 30 %.
51. Les États-Unis d'Amérique ont été le plus grand contributeur au financement hors budget de base, apportant 40 % du total en 2018 et plus de 60 % de ce total en 2020. Ces fonds comprennent la contribution au Fonds Robert Carr, une importante organisation partenaire de l'ONUSIDA. Les contributions des fondations et du secteur privé augmentent ainsi que les financements hors budget de base enregistrés comme provenant du système des Nations Unies dans le cadre d'accords inter institutions des Nations Unies.
52. La mobilisation de financements hors budget de base s'est poursuivie en 2021. Entre janvier et juin 2021, six accords de contribution ont été signés pour des financements hors budget de base d'une valeur totale de 5,6 millions de dollars des États-Unis, dont trois avec des donateurs gouvernementaux, un avec le système des Nations Unies, un avec une fondation et un avec le secteur privé.
53. Pour fournir des orientations au Département des relations extérieures et des relations avec les donateurs de l'ONUSIDA sur les rôles, les responsabilités et les étapes à suivre pour mobiliser, gérer et rapporter les contributions hors budget de base, le Groupe de mobilisation des ressources a été créé en décembre 2017. Il agit comme un mécanisme de soutien et d'approbation pour toutes les propositions de financement hors budget de base des bureaux du Secrétariat de l'ONUSIDA aux niveaux mondial, régional et national. Se réunissant en moyenne chaque mois, le Groupe de mobilisation des ressources fournit des orientations et assure la cohérence concernant la mobilisation des ressources et la gestion des ressources hors budget de base au sein du Secrétariat. Le mandat du Groupe de mobilisation des ressources a été révisé au début de 2021 et assorti d'un accent particulier sur la clarification du rôle et des fonctions, la composition, les critères d'éligibilité et de qualité, les seuils ainsi que d'une analyse stratégique, politique et technique plus rigoureuse pour l'approbation et la cohérence avec les processus de financement hors budget de base prédéfinis.
54. Le *Guide pour la mobilisation des ressources pour l'ONUSIDA*, lancé en avril 2018, prodigue des conseils sur l'examen des propositions, l'assurance de la qualité et l'évaluation des risques pour toutes les propositions de financement autre que de base. Afin de garantir une approche cohérente, avec des rôles clairement définis pour les relations extérieures et les relations avec les donateurs, les équipes d'appui régionales, les bureaux de pays et divers départements du Siège, les documents intitulés *Guidance note for applying for non-core funding (Note d'orientation pour la demande de financement hors budget de base)* et *Term of reference for award managers (Mandat pour les gestionnaires d'attributions)* ont également été révisés et mis à jour.

B. Fonds de financement commun des Nations Unies

55. La croissance sur les 20 dernières années des contributions affectées au système des Nations Unies a conduit à une intensification des efforts visant à assurer la cohérence des efforts du système des Nations Unies déployés pour relever les défis mondiaux en matière de santé et de développement. Les fonds de financement commun inter institutions sont apparus comme une

innovation importante pour permettre une approche systémique globale capable de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

56. Les fonds de financement commun des Nations Unies fournissent au système des Nations Unies un financement affecté plus prévisible et plus flexible pour les programmes des Nations Unies convenus conjointement en faveur du développement, de la consolidation de la paix, des interventions humanitaires ou une combinaison des trois aux niveaux national, régional ou mondial. Des exemples de fonds de financement communs des Nations Unies comprennent l'Initiative Spotlight, le Fonds du programme « Unité d'action des Nations Unies », le Fonds pour la consolidation de la paix, le Fonds central pour les interventions d'urgence et les programmes conjoints. Les contributeurs aux fonds de financement commun peuvent être des États membres, des institutions multilatérales, des organisations non gouvernementales et le secteur privé.
57. En 2020, le Secrétariat de l'ONUSIDA a reçu un total de 665 958 dollars par l'intermédiaire du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluri partenaires des Nations Unies. Des exemples de fonds de financement commun auxquels le Secrétariat de l'ONUSIDA a participé comprennent UNAIDS Uganda Support for AIDS, UNAIDS Kenya HIV and AIDS, le Fonds du programme « Unité d'action des Nations Unies » pour le Malawi, Viet Nam One Plan Fund, le Fonds du programme « Unité d'action des Nations Unies » pour le Rwanda, le Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires pour le Sierra Leone, et le Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires des Nations Unies de réponse à la COVID-19 et de relèvement. Pour ce dernier, le Secrétariat de l'ONUSIDA a reçu les fonds dans le cadre d'un accord de contribution de Nations Unies à Nations Unies, compte tenu de la demande visant à réduire au minimum le nombre d'agences de gestion et de bénéficiaires.
58. Les fonds de financement commun des Nations Unies renforcent la cohérence des efforts du système des Nations Unies, tout en réduisant la concurrence entre les entités membres du système. Cependant, ils restent sous-utilisés et ne représentent qu'une petite partie des fonds hors budget de base de l'ONUSIDA.

C. Secteur privé

59. L'ONUSIDA a une longue histoire de partenariat avec le secteur privé pour faire avancer sa mission et mobiliser des ressources pour son travail. Comme indiqué dans le Plan stratégique de mobilisation des ressources pour 2018-2021, le financement du secteur privé comprend les dons des entreprises, des fondations et des particuliers. Bien que le Secrétariat ait entrepris une série d'initiatives récentes visant à développer et diversifier la base de son financement auprès de sources privées, les efforts de collecte de fonds auprès du secteur privé n'ont pas bénéficié de ressources suffisantes pour développer le portefeuille à grande échelle. Le prochain réajustement du Secrétariat vise à combler certaines de ces lacunes en matière de ressources internes et à tirer parti des progrès réalisés au cours des dernières années.
60. Les fondations demeurent des partenaires solides et importants, et les efforts déployés pour aller de l'avant se concentreront sur l'exploitation optimale de cette importante source de financement. Parmi les soutiens récents, l'on peut citer un financement de la Fondation Bill & Melinda Gates et de l'Open Society Foundation visant à soutenir le processus d'élaboration de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida ainsi que les activités liées à la récente transition de leadership de l'ONUSIDA, notamment le travail du nouveau Comité consultatif de l'ONUSIDA. La Oak Foundation apporte également son soutien à d'importantes activités de défense des droits des jeunes. La pandémie a ouvert la voie à différents types de dialogue avec les donateurs, notamment en ce qui concerne la flexibilité et l'adaptabilité dans une période en évolution rapide et exigeante.

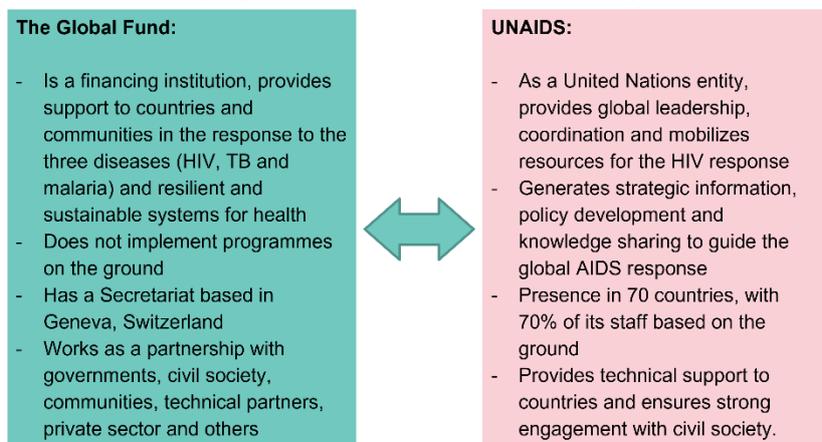
61. Bien que les dons en ligne soient restés relativement modestes, une nouvelle plate-forme de dons est en cours d'élaboration en conjonction avec le déploiement d'un site Web revu de l'ONUSIDA, et un projet de cadrage de la gestion des relations avec la clientèle a été entrepris afin de mieux équiper l'ONUSIDA pour soutenir et impliquer ses parties prenantes dans davantage de partenariats utiles, efficaces et durables. En outre, des directives internes et externes pour travailler avec les entreprises ont été élaborées qui décrivent clairement les manières dont l'ONUSIDA peut s'associer à de tels partenaires et l'étude de faisabilité pour le faire, et le Bureau des innovations a été élargi en Bureau des innovations et des relations avec le secteur privé afin de prendre en charge le rôle de la gestion de ces partenariats clés. L'ONUSIDA a également continué à renforcer les partenariats avec le secteur privé en se concentrant sur la collaboration dans le cadre de partenariats multipartites aux niveaux national et régional. Une formation et des conseils supplémentaires sont dispensés aux bureaux de pays et régionaux à mesure qu'ils élargissent leur rôle de mobilisation des ressources pour compléter celui du Siège.

VI. Partenariats stratégiques pour la mobilisation des ressources

62. Reconnaissant leurs fonctions complémentaires et leurs avantages comparatifs, l'ONUSIDA et le Fonds mondial ont établi un nouveau cadre pour renforcer leur collaboration et leur responsabilité mutuelle en 2019. Ce cadre de partenariat se concentre sur la définition d'un programme mondial visant à mettre fin au sida, en fournissant et en utilisant efficacement des informations stratégiques et des orientations normatives, en encourageant l'élaboration de demandes de financement solides, en facilitant le fonctionnement des mécanismes de coordination des pays et en soutenant les principaux bénéficiaires et sous-récepteurs lors de la mise en œuvre des subventions et du suivi des performances. Faute de présence dans les pays, le Fonds mondial bénéficie de la présence sur le terrain de l'ONUSIDA dans chaque pays bénéficiant de subventions provenant du Fonds mondial. L'ONUSIDA est membre des mécanismes de coordination nationale du Fonds mondial dans plus de 70 pays et est souvent membre des comités de rédaction sur le VIH qui sont chargés d'élaborer de nouvelles demandes de financement et des comités de supervision des mécanismes de coordination nationale. Le PNUD gère 31 subventions du Fonds mondial en tant que principal récepteur provisoire dans 22 pays et avec deux programmes régionaux supplémentaires couvrant 12 pays.
63. Pour optimiser l'impact des subventions du Fonds mondial, les Coparrainants et les bureaux de pays de l'ONUSIDA fournissent conjointement un large éventail de compétences et d'expériences, mobilisent des ressources techniques essentielles et travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues du gouvernement, de la société civile, des donateurs et des prestataires de services.

Figure 5 L'ONUSIDA et le Fonds mondial

UNAIDS and Global Fund models complement each other, relying on their competitive advantages



64. Reconnaissant le rôle essentiel que jouent les parlementaires dans la promotion de la santé, l'ONUSIDA a renforcé son partenariat avec les parlementaires et les réseaux parlementaires, pour accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable et soutenir les efforts de mobilisation des ressources pour le travail de l'ONUSIDA. L'accent accru que l'ONUSIDA met sur le travail avec les parlementaires vise à soutenir les efforts des gouvernements destinés à mobiliser des fonds supplémentaires pour les programmes liés à la santé et le financement multisectoriel, à renforcer l'engagement politique et la responsabilité pour atteindre les cibles de lutte contre le sida et les objectifs de développement durable du Programme 2030 et à assurer un décaissement en temps opportun et une mise en œuvre efficace des subventions du Fonds mondial.

VII. Considérations stratégiques et orientations futures

A. ONUSIDA : se recentrer pour 2022-2026

65. En appliquant une optique de lutte contre les inégalités à tous ses travaux, l'ONUSIDA se concentrera sur trois domaines stratégiques alignés sur la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 : optimiser l'accès équitable aux services liés au VIH ; éliminer les obstacles afin d'accélérer les progrès de la riposte au VIH et intégrer pleinement et efficacement les ripostes au VIH dans des systèmes solides et durables pour la santé, la protection sociale, les interventions humanitaires et les ripostes aux pandémies. Tout en continuant à donner la priorité à l'accélération de l'intensification des services essentiels de lutte contre le VIH, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement des efforts de prévention du VIH, la Stratégie mondiale de lutte contre le sida appelle à une action concertée afin d'intensifier les catalyseurs sociétaux et de garantir que des systèmes solides et durables sont en place pour soutenir les efforts visant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique.
66. Dans le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités, l'ONUSIDA travaillera avec les pays et les communautés afin d'identifier et de lutter contre les inégalités liées au VIH qui ralentissent les progrès sur la voie de la réalisation de la cible 2030. Alors que l'ONUSIDA redouble d'efforts pour assurer un accès équitable aux services liés au VIH, l'UBRAF prévoit également un travail plus ciblé pour mettre en œuvre et intensifier les catalyseurs sociétaux, éliminer la stigmatisation et la discrimination et promouvoir l'égalité des sexes. Le nouvel UBRAF

prévoit des efforts encore plus importants de la part de l'ONUSIDA pour renforcer les ripostes communautaires et défendre l'autonomisation des communautés et des personnes vivant avec le VIH. Catalyser l'innovation dans la riposte est une priorité absolue de la stratégie de l'UBRAF. Le nouvel UBRAF est composé d'un cadre stratégique général (2022-2026) et de plans de travail et budgets biennaux et annuels fondés sur des données factuelles et élaborés dans le cadre d'un processus conjoint. Une Division du travail alignée sur la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et la réforme des Nations Unies canalise stratégiquement les avantages comparatifs et l'expertise de l'ONUSIDA et guide les efforts des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA afin que les pays et les communautés reçoivent le soutien dont ils ont besoin.

67. L'ONUSIDA optimisera ses ressources en promouvant la mise en œuvre de plans et de programmes conjoints avec des priorités définies, en acheminant les ressources là où elles sont le plus nécessaires. L'allocation des ressources au sein de l'ONUSIDA s'appuie sur les données les plus récentes, notamment le suivi régulier de l'épidémie et des contextes nationaux, et est guidée par la Stratégie mondiale de lutte contre le sida. La méthode d'allocation des ressources de l'ONUSIDA s'appuie sur le modèle opérationnel affiné de l'ONUSIDA 2018³ et continuera d'être guidé par les trois objectifs primordiaux : déployer les ressources humaines et financières là où elles sont le plus nécessaires ; redynamiser le travail conjoint et l'action collaborative au niveau des pays ; et renforcer la responsabilité et les résultats au bénéfice des individus. Le budget annuel prévu de l'UBRAF, d'un montant de 210 millions de dollars des États-Unis de contributions de base fournira des ressources adéquates au Secrétariat de l'ONUSIDA pour poursuivre son rôle mondial et permettre un soutien continu aux pays ; et allouer un financement de base flexible et fixe à chaque Coparrainant et des enveloppes nationales en priorité afin de tirer parti d'une action conjointe dans les pays et en faveur des populations ayant les plus grands besoins.
68. Pour s'assurer que l'ONUSIDA est en mesure de soutenir de manière optimale les pays dans la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie mondiale de lutte contre le sida, le Secrétariat a examiné en profondeur, en 2021, la manière dont il est organisé pour remplir son mandat et tirer parti des forces collectives de l'ONUSIDA, englobant à la fois des éléments structurels et non structurels.
69. En juillet 2021, Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA a approuvé une nouvelle structure organisationnelle de haut niveau qui a ensuite été étoffée par un plan de dotation détaillé pour chaque département et bureau de l'organisation. Cette nouvelle structure dispose d'un Secrétariat audacieux adossé aux connaissances et aux réseaux, qui capitalise sur la valeur ajoutée unique de l'organisation tout en renforçant les domaines de travail pour lesquels il est déjà connu, tels que les communautés et les populations clés, la sensibilisation, la mobilisation et les droits humains, l'égalité des sexes et les informations stratégiques. Cette nouvelle structure augmente et alloue des ressources aux priorités émergentes, comme le financement durable de la santé, et de la lutte contre le VIH et les pandémies. La nouvelle organisation rapprochera l'ONUSIDA des besoins des personnes vivant avec le VIH et touchées par le virus et l'aidera à mieux assurer sa mission.
70. Au cœur de la structure organisationnelle se trouvent quatre thématiques pratiques mondiales qui guideront le travail du Secrétariat aux niveaux mondial, régional et national :
 - Droits pour tous : droits humains, égalité des sexes, communautés et populations clés.

³ Le modèle opérationnel affiné de l'ONUSIDA est en place depuis 2018 et repose sur les recommandations du Panel mondial stratégique et a été approuvé par le Conseil de Coordination du Programme. Pour de plus amples informations sur les recommandations du Panel mondial stratégique sur l'avenir du modèle opérationnel de l'ONUSIDA, voir : https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/fast-forward-refining-operating-model-unaids-2030_en.pdf

- Services et systèmes pour tous.
 - Financement durable pour lutter contre le VIH, les pandémies et pour la santé.
 - Informations stratégiques.
71. Grâce à cet exercice d'alignement, le Secrétariat a élaboré une cartographie claire de l'expertise et des capacités mondiales par domaine de pratique. En parallèle, les Coparrainants entreprennent une cartographie de leurs capacités, à la fois spécifiques au VIH et liées à la réalisation des cibles et des objectifs liés au VIH (qui prennent en compte le VIH). L'ONUSIDA souhaite que chaque domaine pratique soit en mesure de réaliser son plein potentiel, en travaillant en synergie avec les Coparrainants pour aider les pays à atteindre les objectifs et les cibles qu'ils se sont fixés dans la Déclaration politique de 2021 sur le VIH et le sida : mettre fin aux inégalités et agir pour vaincre le sida d'ici à 2030.
72. Plus de 70 % des dépenses du Secrétariat sont destinées au personnel de base. Pour s'assurer que l'ONUSIDA optimise cet investissement, le Secrétariat établira une fonction et une stratégie dédiées à la gestion des connaissances, y compris des communautés de pratique orientées vers l'action, afin que l'ONUSIDA soit toujours plus efficace pour catalyser l'action et galvaniser les partenariats nécessaires pour mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030.
73. Afin de s'assurer que l'ONUSIDA est financièrement viable et plus rentable à l'avenir et de rapprocher le personnel des communautés que l'organisation sert, plusieurs fonctions et équipes seront transférées dans les régions et les pays. Nous allons également nationaliser des postes dans plusieurs pays en raison de la présence de ressortissants de ces pays hautement qualifiés. Le Secrétariat maintiendra un centre mondial de fonctions solide mais de plus petite taille, en veillant à ce que la plupart des membres de son personnel soient situés physiquement dans les endroits qui ont le plus de sens pour la prestation des services du Secrétariat, à la fois du point de vue des programmes et de ses opérations de gestion.
74. L'organigramme détaillé du Secrétariat est en cours de finalisation, la plupart des changements devant être progressivement mis en œuvre en 2022. La situation financière actuelle de l'ONUSIDA a imposé de très sérieuses contraintes à l'exercice d'alignement. Bien que certains changements, tels que l'utilisation de lieux présentant des coûts moindres, soient censés améliorer l'efficacité, d'autres réductions de coûts réduiront directement la capacité. L'empreinte globale du Secrétariat devrait diminuer au fur et à mesure de l'alignement, puisqu'il s'efforce de s'intégrer dans une enveloppe de dépenses de personnel de base plus réduite. La haute direction s'est efforcée de protéger au maximum les capacités et les forces clés, tout en créant l'espace nécessaire pour répondre aux attentes de la stratégie. Concrétiser les possibilités de remettre la riposte mondiale au sida sur la bonne voie en répondant aux besoins urgents des pays et des communautés, nécessitera une mobilisation urgente pour atteindre le niveau de financement annuel de 210 millions de dollars des États-Unis pour l'ONUSIDA défini dans les récentes décisions du Conseil de Coordination du Programme lors de sa session extraordinaire d'octobre 2021.
75. Afin d'encourager la mobilisation conjointe des ressources pour un programme véritablement commun, les efforts ont été redoublés pour améliorer les liens entre le Conseil de Coordination du Programme et les conseils des Coparrainants et entre le personnel chargé de la mobilisation des ressources du Secrétariat et les départements de mobilisation des ressources de chaque Coparrainant. La localisation des activités de gouvernance et de mobilisation des ressources au sein du Département des relations extérieures et des relations avec les donateurs reflète ces liens croissants, soulignant la nature collaborative et tournée vers l'extérieur du travail du Secrétariat dans la mobilisation de ressources suffisantes pour l'ONUSIDA.

76. La Stratégie mondiale de lutte contre le sida et l'UBRAF accordent la priorité à l'innovation, à l'élargissement du partenariat et à des efforts ciblés destinés à traiter les éléments de la riposte qui bénéficient d'un degré insuffisant de priorité. À titre d'exemple de cette approche, l'ONUSIDA aide les gouvernements africains à relever le grand défi que représentent les 4200 adolescentes et jeunes femmes d'Afrique subsaharienne qui contractent le VIH chaque semaine. L'ONUSIDA, l'UNESCO, ONU-Femmes, l'UNICEF et le FNUAP co-dirigent l'initiative Education Plus : une initiative de plaidoyer politique général en faveur de l'éducation et de l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes en Afrique subsaharienne. L'Initiative prône l'achèvement universel d'un enseignement secondaire de qualité ; des environnements scolaires sans violence ; l'accès à une éducation sexuelle complète ; la protection de la santé et des droits sexuels et reproductifs et l'accès aux services connexes ainsi que l'autonomisation économique des jeunes femmes grâce à des transitions réussies de l'école au travail.

B. Transparence, responsabilité et évaluation

77. Le Secrétariat de l'ONUSIDA a renforcé plusieurs de ses processus et systèmes internes, conformément à son Plan d'action de gestion pour un lieu de travail sain, équitable et propice pour tout le personnel de l'ONUSIDA et en réponse aux recommandations de l'examen du Corps commun d'inspection des Nations Unies sur la gestion et l'administration de l'ONUSIDA (ONUSIDA/Conseil de Coordination du Programme (45)/19.37). La toute dernière mise à jour de la mise en œuvre du plan d'action de gestion a été présentée au Conseil de Coordination du Programme en juin 2021, dans le cadre de l'actualisation du Secrétariat sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines ([ONUSIDA/Conseil de Coordination du Programme \(48\)/21.15](#)). Le plan d'action de gestion a été renforcé et approfondi sous la direction de la Directrice exécutive de l'ONUSIDA, notamment en ce qui concerne le changement de culture organisationnelle, la communication interne et le bien-être du personnel, conformément à l'objectif du plan d'action de gestion d'assurer un lieu de travail sain, sûr et inclusif.
78. Afin de renforcer le Bureau de l'éthique et son indépendance et de se conformer aux normes recommandées par le Corps commun d'inspection des Nations Unies, le Bureau de l'éthique est désormais une unité autonome, relevant du Directeur exécutif par l'intermédiaire du Chef de cabinet. Le recrutement d'un responsable principal de l'éthique est en cours et la durée de son mandat sera limitée. Lors de la 48e réunion du Conseil de Coordination du programme, pour la première fois, le responsable de l'éthique a présenté son rapport directement au CCP au titre de ce point permanent de l'ordre du jour sur la responsabilité organisationnelle, qui a été établi en juin 2020.
79. Comme indiqué dans les rapports précédents présentés au Conseil de Coordination du Programme, la capacité juridique et politique de la gestion des ressources humaines a été renforcée en 2019. Cela favorise l'amélioration de la communication stratégique et du soutien du personnel et des responsables dans l'ensemble du Secrétariat, ainsi que le renforcement de la gestion et de la responsabilité de l'organisation en matière de devoir de diligence. La Direction des ressources humaines publie à l'intention de l'ensemble du personnel et du Conseil de Coordination du Programme un rapport annuel sur les mesures disciplinaires et autres mesures correctives ainsi qu'un aperçu statistique de l'examen administratif.
80. Une nouvelle politique sur la prévention et la lutte contre les comportements abusifs a été adoptée en mars 2021, accompagnée de la mise en place de formations sous forme de webinaires pour tout le personnel sur le contenu de cette politique. La nouvelle politique a une portée plus large et interdit toutes les formes de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, la discrimination et l'abus de pouvoir. La Directrice exécutive a lancé une campagne sur le lieu de travail portant sur la lutte contre les comportements abusifs et leur prévention (#Respect) en septembre 2021.

81. L'ONUSIDA est sur le point de signer un protocole d'accord avec les services de contrôle interne de l'OMS, incorporant des niveaux de service et des délais pour les procédures d'enquête et d'autres normes améliorées visant à assurer des services d'enquête de qualité et en temps opportun.
82. Des tableaux de bord de conformité et de supervision ont été mis au point pour améliorer le contrôle interne et permettre un soutien opérationnel plus opportun et plus ciblé aux bureaux et aux équipes. Les tableaux de bord sont conçus pour faciliter le suivi dans plusieurs domaines, notamment l'exécution du budget, les voyages, l'évaluation des risques, les activités de clôture financière annuelle, le suivi des recommandations d'audit et la conformité des procédures relatives aux achats.
83. Comme indiqué dans le rapport annuel de l'auditeur interne, les audits réalisés en 2020 ont montré des améliorations par rapport à l'année précédente. Il est important de noter que le nombre de contrôles présentant un niveau élevé de risque résiduel a diminué et que l'efficacité globale des contrôles internes individuels a augmenté pour atteindre 68 % en 2020 contre 50 % en 2019. La mise en œuvre des recommandations des audits antérieurs a été une priorité de la direction, et un taux de clôture sans précédent de 72 % a été atteint au cours de l'année. Les services de contrôle interne de l'OMS ont entièrement clos sept audits.
84. Le Corps commun d'inspection des Nations Unies lors de son examen mené en 2019 a félicité l'ONUSIDA pour l'accent accru mis sur l'évaluation ces dernières années. Le travail d'évaluation de l'ONUSIDA s'appuie sur une étroite collaboration entre le Secrétariat et les bureaux d'évaluation des Coparrainants de l'ONUSIDA et d'autres membres du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation. En approuvant la politique d'évaluation de l'ONUSIDA, le Conseil de Coordination du Programme a approuvé la création d'un comité d'experts en tant qu'organe externe indépendant chargé de dispenser des conseils et de donner des orientations sur l'évaluation. Depuis sa création, le Comité consultatif d'experts s'est concentré sur le renforcement de l'utilité, de la crédibilité et de l'indépendance des évaluations de l'ONUSIDA, et le Conseil de Coordination du Programme a reconnu l'importance de ce comité en décembre 2020.
85. Le Conseil de Coordination du Programme a approuvé un plan d'évaluation pour 2020-2021 lors d'une réunion en 2019. Ce plan privilégie deux grandes catégories d'évaluations : les évaluations du Programme commun, qui sont des évaluations à l'échelle du système ou des évaluations conjointes entreprises en collaboration avec les Coparrainants, et des évaluations spécifiques au Secrétariat de l'ONUSIDA. Conformément aux pratiques convenues, toutes les évaluations lancées au cours de l'exercice biennal 2020-2021 ont été achevées, les réponses de la direction ont été élaborées et les rapports d'évaluation et les réponses de la direction ont été publiés sur la page Web du Bureau de l'évaluation de l'ONUSIDA.
86. Afin de s'assurer que les évaluations sont utilisées et les recommandations des évaluations sont mises en œuvre, le Bureau de l'évaluation invite les responsables du Secrétariat de l'ONUSIDA et les Coparrainants à contribuer aux recommandations d'évaluation et à les cocréer. Le Bureau de l'évaluation appuie ensuite l'élaboration d'une réponse de la direction à chaque évaluation dans un délai de trois mois, notamment une indication claire des activités à mettre en œuvre, des responsabilités et des délais en réponse aux recommandations de l'évaluation.

C. Gestion des risques

87. L'UBRAF 2022-2026 identifie une série de risques sur lesquels l'ONUSIDA devra rester vigilant. Il s'agit notamment des problèmes politiques et de gouvernance, des problèmes techniques et programmatiques, des défis actuels associés à la pandémie de COVID-19, de la confiance et de la volonté des donateurs de financer l'ONUSIDA et des risques liés au système des Nations Unies.

88. L'ONUSIDA a mis en place des systèmes et des processus pour anticiper la gestion de ces risques ainsi que d'autres risques. Le cadre de gestion des risques de l'ONUSIDA, officiellement déployé en 2018, garantit l'identification rapide des risques ainsi que la formulation et la mise en œuvre de stratégies efficaces de gestion des risques. La gestion des risques au sein du Secrétariat a été facilitée par le développement d'une plate-forme intégrée en ligne de planification du travail, de budgétisation, de gestion des risques et de contrôle interne (Système de suivi du Programme commun), permettant un suivi en temps réel de la conformité par les bureaux, le soutien d'une équipe centrale d'appui à la gestion des risques ainsi que le suivi et la reddition de comptes continus concernant les risques.
89. La gestion des risques au sein de l'ONUSIDA comporte trois niveaux. La gestion est le premier niveau. Les responsables sont chargés d'identifier et d'évaluer les risques et de mettre en œuvre des stratégies de gestion des risques dans leurs domaines de responsabilité. Pour assurer l'intégration des évaluations des risques et de la planification des travaux, ces fonctions sont complétées et soumises en parallèle, et la formation et le soutien organisationnel sont utilisés pour assurer le respect de ces exigences. Il est rendu compte de l'état d'avancement des activités de gestion des risques par l'intermédiaire du Système de suivi du Programme commun. Une fois les données de gestion des risques combinées et analysées, le Directeur exécutif de l'ONUSIDA rend compte au Conseil de coordination du Programme des risques majeurs et des mesures d'atténuation.
90. Les audits externes sont effectués conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'OMS. Le Contrôleur et auditeur général de l'Inde a été nommé auditeur externe de l'ONUSIDA pour un mandat de quatre ans (2020-2023). Pour l'exercice clos au 31 décembre 2020, l'auditeur externe a émis une opinion non modifiée ou sans réserve sur les états financiers de l'ONUSIDA.
91. Les services de contrôle interne de l'OMS fournissent des services d'audit interne à l'ONUSIDA conformément aux Normes internationales pour la pratique de l'audit interne promulguées par l'Institut des auditeurs internes. À travers une approche systématique et rigoureuse, les Services de contrôle interne de l'OMS aide l'ONUSIDA à évaluer et améliorer l'efficacité des processus de l'ONUSIDA en matière de gestion de risque, de contrôle et de gouvernance. Pour ce faire, le Service de contrôle interne de l'OMS dispose d'un accès intégral, libre et immédiat à tous les dossiers, biens, membres du personnel, opérations et fonctions de l'ONUSIDA qu'il juge pertinents pour l'objet à l'examen. Les Services de contrôle interne de l'OMS publient un rapport annuel sur les activités d'audit et d'enquête à des fins d'information du Conseil de Coordination du Programme.

VIII. Conclusion

92. Le dialogue sur le financement de 2021 offre une occasion importante de réfléchir à l'avenir de la riposte au sida et de renouveler l'engagement mondial à soutenir l'ONUSIDA en tant qu'investissement essentiel pour tirer parti stratégiquement, coordonner et guider les engagements politiques, l'action à tous les niveaux, l'expertise et les ressources qui sont nécessaires pour mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique. Pour permettre une mobilisation des ressources plus solide, l'ONUSIDA élabore une nouvelle stratégie de mobilisation des ressources actualisée. Pour garantir un ONUSIDA entièrement financé, capable de tenir ses engagements et de remplir son rôle essentiel, la nouvelle stratégie de mobilisation des ressources s'appuiera sur les enseignements tirés des stratégies précédentes et sera alignée sur la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et l'UBRAF 2022-2026.

ANNEXE :

Annexe 1. Accord de financement des Nations Unies

L'accord de financement est un instrument stratégique au service de la responsabilisation, de la collaboration et de l'amélioration de la quantité et de la qualité du financement des efforts visant à atteindre les objectifs de développement durable.

Répondant à la nature et à l'ampleur des défis mondiaux d'aujourd'hui et reconnaissant les changements majeurs du financement nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable, l'accord de financement définit les engagements spécifiques que l'Organisation des Nations Unies et les États membres doivent prendre pour renforcer leur travail ensemble en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable.

L'accord de financement place les Nations Unies au cœur de la réponse collective requise pour relever les défis mondiaux auxquels les objectifs de développement durable répondent. [L'accord de financement reconnaît spécifiquement le rôle essentiel que joue le financement de base en catalysant une action accélérée destinée à obtenir des résultats au profit des personnes.](#) À travers cet accord, le Groupe des Nations Unies pour le développement durable⁴ s'engage à accélérer les résultats pour les pays grâce à une collaboration plus étroite et à une plus grande efficacité, tout en rendant compte des besoins et des résultats de manière plus claire, cohérente et transparente.⁵

Parallèlement, les États membres s'engagent à aligner leur financement sur les exigences des entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable en termes de quantité, de qualité et de stabilité. Les États membres sont également censés faciliter la cohérence et l'efficacité du système des Nations Unies.

Les États membres se sont engagés à porter les ressources de base à au moins 30 % du financement total d'ici à 2023, à augmenter la part des contributions pluriannuelles et à doubler le niveau des ressources acheminées via les fonds de financement commun inter institutions liés au développement et les fonds thématiques relevant d'un seul organisme. Malgré ces engagements, les fonds de base non affectés des États membres sont passés de 17 % en 2014 à 11 % en 2019.⁶ L'accord de financement continuera de guider et de soutenir les efforts déployés par l'ONUSIDA pour mobiliser les ressources nécessaires pour permettre la mise en œuvre complète et efficace de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida. L'ONUSIDA s'attend à ce que l'accord de financement poursuive son expansion en tant que cercle vertueux de confiance et de partenariat, avec pour objectif initial de générer plus de prévisibilité et de stabilité à la base. L'ONUSIDA apporte 25 ans d'expérience, unissant les efforts du système des Nations Unies pour soutenir de manière optimale les pays et les communautés dans leur action visant à relever les défis complexes qui sous-tendent l'épidémie de sida. L'ONUSIDA s'engage à apporter sa contribution et partager son expérience et continuer à innover — vers une transparence, une articulation, une efficacité et une visibilité toujours plus grandes pour les résultats des investissements réalisés, favorisant ainsi un renforcement des investissements par les gouvernements et autres dans l'ONUSIDA et dans le cadre système multilatéral plus large.

⁴ Le Groupe des Nations Unies pour le développement durable sert de forum de haut niveau pour l'élaboration de politiques et la prise de décisions conjointes. Il oriente, soutient, suit et supervise la coordination des opérations de développement dans 162 pays et territoires.

⁵ L'accord de financement comprend 14 engagements et 33 indicateurs relatifs aux engagements du Groupe des Nations Unies pour le développement durable.

⁶ L'accord de financement comprend huit engagements et 17 indicateurs relatifs aux États membres.

L'accord de financement des Nations Unies : paramètres clés

Systeme des Nations Unies

- Meilleure présentation des besoins de financement aux niveaux mondial et national
- Renforcement des dialogues sur le financement propres aux agences
- Argument convaincant pour les ressources de base
- Utilisation et une gestion améliorées des fonds de financement commun, mutualisés et thématiques
- Amélioration de la transparence sur l'utilisation des ressources
- Visibilité et communication des résultats

Les États membres

- Porter les ressources de base à au moins 30 % du financement total
- Augmenter la part des contributions pluriannuelles
- Doubler les niveaux de ressources acheminées par l'intermédiaire des fonds de

Annexe 2. Procédure d'examen quadriennal complet

Le modèle opérationnel de l'ONUSIDA, y compris sa mobilisation des ressources, est aligné sur les exigences de l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement. Adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies, l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles décrit les attentes et les mandats importants des États membres pour renforcer la cohérence à l'échelle du système en aidant les pays dans leurs efforts visant à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles appelle à un système de développement des Nations Unies qui soit « plus stratégique, responsable, transparent, cohérent, collaboratif, efficace et axé sur les résultats », avec pour objectif central de ne laisser personne de côté.

Pour donner suite aux recommandations d'un Panel mondial stratégique sur l'avenir du modèle opérationnel de l'ONUSIDA sollicitées par le Conseil de Coordination du Programme, l'ONUSIDA a élaboré et mis en œuvre à partir de 2018 un [Plan d'action et modèle de fonctionnement affiné](#). Conformément aux recommandations de l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de 2016, le modèle opérationnel affiné vise à déployer les ressources humaines et financières là où elles sont les plus nécessaires, à redynamiser le travail conjoint et l'action collaborative au niveau des pays et à renforcer la responsabilité et les résultats au profit des personnes.

Conformément aux exigences de 2016 et 2020 de l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles, les rapports sur la mise en œuvre du plan d'action ont été intégrés dans le rapport annuel de suivi des performances de l'ONUSIDA présenté au Conseil de Coordination du Programme. Outre ces rapports et la participation aux enquêtes menées à l'échelle du système des Nations Unies sur la mise en œuvre de l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles, le Secrétariat soumet désormais au Conseil de Coordination du Programme un document de séance autonome sur la mise en œuvre de l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles et les mandats connexes, apportant une plus grande visibilité au travail de l'ONUSIDA et sur les contributions à la cohérence et à l'efficacité à l'échelle du système des Nations Unies.
https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCB48_PMR_QCPR_CRP1.pdf.

Annexe 3. Documents clés

- Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026—Mettre fin aux inégalités, mettre fin au sida (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/global-AIDS-strategy-2021-2026_fr.pdf)

- Déclaration politique sur le VIH et le sida : mettre fin aux inégalités et agir pour vaincre le sida d'ici à 2030 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/2021_political-declaration-on-hiv-and-aids_fr.pdf)
- Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) 2022-2026 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/PCBSS_Oct2021_2022-2026_UBRAF_Framework_FR.pdf)
- Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) : Budget - plan de travail de l'ONUSIDA 2020 - 2021 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/UNAIDS_PBC44_Workplan-Budget_FR.pdf)
- Budget - plan de travail de l'ONUSIDA 2022 - 2023 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/Programme_Coordinating_BoardSSOct_2022-2023_Unified_Budget,_Results_and_Accountability_Framework_Workplan_Budget_EN.pdf)
- Mise en œuvre de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, 2019 : accord de financement — rapport du Secrétaire général (<https://undocs.org/A/74/73>)
- ONUSIDA : grâce à des investissements judicieux, il peut être mis fin au sida —un investissement de 29 milliards de dollars pour mettre fin au sida d'ici la fin de la décennie (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/JC3019_InvestingintheAIDSresponse_En.pdf)
- Rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action conjoint du Programme de l'ONUSIDA : plan stratégique de mobilisation des ressources 2018-2021 (https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/20171208_UNAIDS_Programme_Coordinating_Board41_Unified_Budget,_Results_and_Accountability_Framework-RM-Plan_17-21rev1_FR.pdf)